

Déclaration introductive du Conseil des gouverneurs de la BCE : l'analyse économique

À l'issue de la Déclaration introductive du 10 mars et des décisions de politique monétaires, Mario Draghi a détaillé l'analyse économique du Conseil des gouverneurs. Le président de la BCE a indiqué que les « données d'enquête les plus récentes font état d'une dynamique de la croissance plus faible que prévu au début de cette année. Dans les mois à venir, nous nous attendons à ce que la reprise économique se prolonge à un rythme modéré. La demande intérieure devrait être encore confortée par nos mesures de politique monétaire et leur incidence favorable sur les conditions de financement ainsi que par la poursuite des créations d'emplois à la faveur des réformes structurelles antérieures. [...] Ces perspectives ressortent globalement des projections macroéconomiques de mars 2016 établies par les services de la BCE pour la zone euro, qui tablent sur une hausse du PIB annuel en volume de 1,4 % en 2016, de 1,7 % en 2017 et de 1,8 % en 2018 ». En ce qui concerne l'inflation, pour Eurostat « la hausse annuelle de l'IPCH dans la zone euro s'est établie à -0,2 % en février 2016, après 0,3 % en janvier. L'ensemble des principales composantes de l'IPCH ont contribué à ce repli. Sur la base des cours actuels des contrats à terme sur l'énergie, l'inflation devrait demeurer négative dans les prochains mois et se redresser plus tard cette année. [...] Le Conseil des gouverneurs suivra attentivement les processus de fixation des prix et les évolutions salariales dans la zone euro et veillera particulièrement à ce que l'environnement actuel de faible inflation ne se traduise pas par des effets de second tour sur les processus de fixation des prix et des salaires. [...] En résumé, un recoupement des résultats de l'analyse économique avec les signaux provenant de l'analyse monétaire confirme la nécessité de renforcer les mesures de relance monétaire afin de garantir le retour, sans tarder, des taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ».

La déclaration introductive complète : <https://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2016/html/is160310.fr.html>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

BCE : Conseil des gouverneurs du 10 mars 2016

Lors de sa réunion du 10 mars 2016, le Conseil des gouverneurs a pris plusieurs mesures « [...] Premièrement, en ce qui concerne les taux d'intérêt directeurs de la BCE, nous avons décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 5 points de base, à 0,00 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 5 points de base, à 0,25 %. Le taux de la facilité de dépôt a été abaissé de 10 points de base, à -0,40 %. Deuxièmement, nous avons décidé de porter les achats mensuels effectués dans le cadre de notre programme d'achats d'actifs de 60 milliards d'euros à l'heure actuelle à 80 milliards d'euros. [...] Nous avons également décidé de relever de 33 % à 50 % les limites des parts assignées aux émetteurs et aux émissions pour les achats de titres émis par des organisations internationales et des banques multilatérales de développement éligibles. Troisièmement, nous avons décidé d'inclure des obligations bien notées (investment grade) libellées en euros émises par des sociétés non bancaires établies dans la zone euro à la liste des actifs éligibles aux achats réguliers dans le cadre d'un nouveau programme d'achats de titres du secteur des entreprises. [...] Quatrièmement, nous avons décidé de lancer une nouvelle série de quatre opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO II), à compter de juin 2016, toutes d'une durée de quatre ans. Ces nouvelles opérations accentueront l'orientation accommodante de la politique monétaire et renforceront la transmission de la politique monétaire en stimulant davantage les prêts bancaires à l'économie réelle. Les contreparties pourront emprunter jusqu'à 30 % du stock de prêts éligibles au 31 janvier 2016. Le taux d'intérêt appliqué dans le cadre des TLTRO II correspondra, pour la durée de chaque opération, au taux des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème en cours au moment de la réalisation de l'opération. [...] En dernier lieu, le Conseil des gouverneurs [...] prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. »

Union européenne

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,3 % en janvier 2016, en baisse par rapport au taux de 10,4 % enregistré en décembre 2015 et à celui de 11,3 % de janvier 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,9 % en janvier 2016, en baisse par rapport au taux de 9,0 % enregistré en décembre 2015 et à celui de 9,8 % de janvier 2015. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis mai 2009. Eurostat estime qu'en janvier 2016, 21,789 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,647 millions dans la zone euro. Par rapport à décembre 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 163 000 dans l'UE28 et de 105 000 dans la zone euro. Comparé à janvier 2015, le chômage a baissé de 2,034 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,445 million dans la zone euro.

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2016-285 du 9 mars 2016 relatif à la procédure simplifiée de recouvrement des petites créances

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032182760&categorieLien=id>

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032004539&categorieLien=id>

Ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032004939&categorieLien=id>

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Le climat des affaires au 4^e trimestre 2015 : frémissement de l'investissement

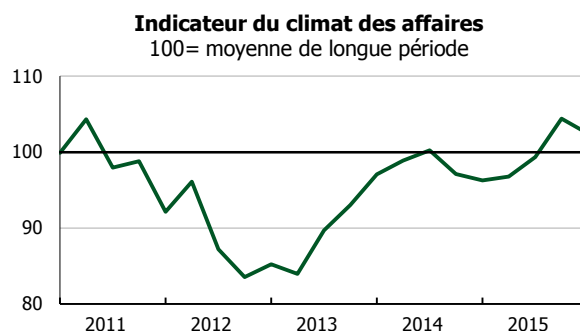
L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'installe au-dessus de sa moyenne de longue période, pour le deuxième trimestre consécutif. Il baisse de 2 points au quatrième trimestre. L'amélioration sensible du climat des affaires sur l'année 2015 (+6,1 points) traduit le fait que l'embellie économique constatée en 2014 a gagné en vigueur en 2015.

La composante passée de l'indicateur reste au-dessus de sa moyenne de longue période, mais traduit une inflexion de l'activité en fin d'année que l'on retrouve dans la plupart des secteurs.

Cependant, les prévisions d'investissement deviennent enfin positives et laissent présager de possibles effets d'entraînement au cours de l'année 2016.

La consommation des ménages reste ferme en lien avec la désinflation et l'amélioration du marché de l'emploi. Elle montre des signes d'essoufflement, qui restent à confirmer au prochain trimestre. Dans ce contexte plutôt porteur, les perspectives sur le marché du travail semblent s'éclaircir, mais le rythme des créations d'emplois est toujours insuffisant pour insuffler une franche décrue du chômage.

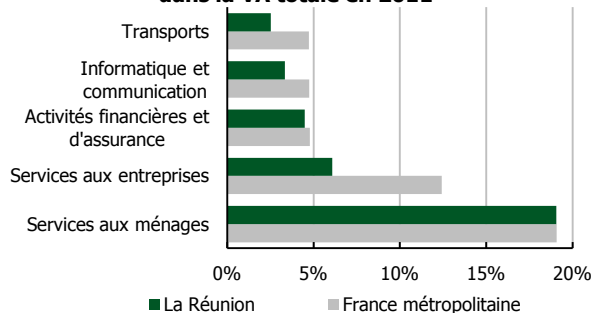
Les « tendances conjoncturelles » du quatrième trimestre 2015 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Les services marchands, au cœur de l'économie réunionnaise d'aujourd'hui et de demain

Poids des différents services marchands dans la VA totale en 2011



Source : Insee, comptes définitifs

Les services marchands couvrent un vaste champ d'activités, dont certaines sont principalement orientées vers les ménages ou vers les entreprises, alors que les autres – telles les activités financières et d'assurance, d'information et de communication, et de transports – répondent aux besoins de l'ensemble des agents économiques. Ces services sont des vecteurs de croissance et d'emploi importants à La Réunion puisqu'ils contribuent à plus de 35 % de la VA et à la moitié des créations d'emploi. Le secteur se caractérise par une rentabilité économique solide et génère des effets d'entraînement sur le potentiel de croissance économique, ainsi que sur l'efficacité économique générale.

Le poids et les perspectives de développement de ces différents services sont variables, influencés par les caractéristiques structurelles de l'économie et l'insularité. Ainsi, l'offre de services

aux entreprises reste relativement limitée en raison de la faible représentation à la fois de grandes entreprises et du secteur industriel, consommateurs de services externalisés. A contrario, les services à la personne se sont développés dans le sillage du rattrapage des niveaux de vie et ont atteint leur rythme de croisière.

Portés sur l'avenir, les services marchands accompagnent et conditionnent les évolutions de la société, le fonctionnement du tissu économique ou encore les nouveaux modes de consommation. La Réunion est bien entendu confrontée aux mutations que la croissance « intelligente », durable et inclusive promue par l'Union européenne entend accompagner afin d'exploiter ces nouveaux leviers de croissance.

La Note Expresse Éclairage est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

Le système bancaire réunionnais : caractéristiques et transformations

Le système bancaire réunionnais présente une structure proche de celle observée en France métropolitaine. Les 22 établissements installés localement emploient 2 438 salariés fin 2014, soit 1,8 % de l'emploi salarié marchand total et gèrent 2 millions de comptes de dépôts ou d'épargne.

Le rôle joué par le secteur bancaire dans le financement de l'économie est d'autant plus important à La Réunion que le tissu économique y est particulièrement dense en petites entreprises, qui n'ont pas ou peu accès au marché financier. Après des années de croissance soutenue des crédits, la crise bancaire et financière de 2008 marque une rupture et le basculement dans un environnement d'octroi de crédit plus contrôlé et sélectif.

La rentabilité du système bancaire réunionnais a connu une longue période de croissance particulièrement vigoureuse jusqu'en 2007. Les acteurs bancaires locaux ont ensuite fait face au retournement conjoncturel local, auquel est venue se greffer la crise financière internationale. Dès 2013, le résultat net des principales banques a retrouvé son niveau d'avant crise grâce essentiellement à l'impact positif de la baisse du coût du risque. Face aux contraintes réglementaires croissantes (Bâle III), à l'arrivée de nouveaux acteurs ou encore aux évolutions des moyens de paiement et de la tarification des services bancaires, les modes de financement de l'économie et les moteurs de la rentabilité des acteurs bancaires se transforment. Ils s'appuient notamment sur de nouveaux canaux de distribution tels que la banque en ligne ou le développement de produits non bancaires (assurances, téléphonie, etc.) comme vecteurs de croissance.

La Note Expresse Éclairage est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix <i>(Insee, base 2015)</i>	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	<i>Février 2016</i>	99,5	-1,0 %	+0,6 %
	IPC France entière		99,3	+0,3 %	-0,2 %
Octroi de mer <i>(Trésorerie générale)</i>	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	<i>Février 2016</i>	24 050	+2,9 %	+12,5 %
	Cumul (milliers d'euros)		47 418	-	+6,3 %
Commerce extérieur <i>(Douanes)</i>	Importations (millions d'euros)	<i>Décembre 2015</i>	422,9	-0,8 %	+3,1 %
	Cumul (millions d'euros)	<i>Cumul décembre</i>	4 691,4	-	+0,4 %
	Exportations (millions d'euros)	<i>Décembre 2015</i>	42,0	+26,9 %	+8,2 %
	Cumul (millions d'euros)	<i>Cumul décembre</i>	294,4	-	+3,5 %
Demandeurs d'emploi <i>(DTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	<i>Janvier 2016</i>	137 820	+0,9 %	1,5 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)</i>	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	<i>Janvier 2016</i>	221 176	+5,0 %	-0,6 %
	Cumul	<i>Cumul janvier</i>	221 176	-	-0,6 %
Fréquentation des hôtels classés <i>(Insee)</i>	Nombre de nuitées	<i>4^e trimestre 2015</i>	324 800	+35,1 %	+14,4 %
	Cumul	<i>Cumul décembre</i>	1 025 100	-	+11,0 %
Construction <i>(Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)</i>	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	<i>Décembre 2015</i>	23 934	-	+7,1 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	<i>Décembre 2015</i>	350,2	-	+10,9 %
	Effectifs salariés du BTP	<i>Décembre 2015</i>	15 715	-3,0 %	+5,7 %

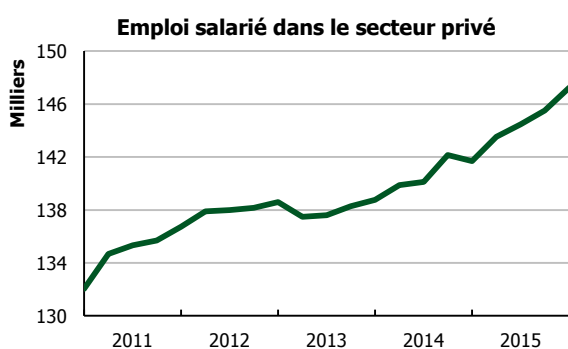
Signature de l'accord de modération des prix pour 2016

Dominique SORAIN, Préfet de Région à La Réunion, a présenté le 29 février 2016 le bilan du Bouclier Qualité-Prix (BQP) pour l'année 2015 et la nouvelle liste des produits sélectionnés pour l'année 2016. Les ventes ont augmenté de 6 % de mars à décembre 2015 mais restent relativement stables en volume.

Un effort particulier a été réalisé par toutes les parties pour une liste de dix produits de première nécessité, bénéficiant d'une réduction plus importante que les autres produits du BQP 2016. La liste compte toujours 107 produits et le prix global maximum autorisé, toutes taxes comprises, est fixé à 291 €. Les produits locaux représentent 48 % des produits de la nouvelle liste contre 47 % en 2015 et 44 % en 2014.

La liste des produits sélectionnés et le dossier de présentation sont disponibles sur le [site de la Préfecture](#).

Forte hausse de l'emploi dans le secteur privé en 2015



Selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acooss), l'emploi dans le secteur privé augmente de 1,2 % (CVS) au quatrième trimestre 2015, après +0,7 % au troisième trimestre. Au niveau national, les effectifs augmentent plus modérément (+0,3 %).

Sur un an, les effectifs salariés progressent de 3,9 % en 2015 contre +2,1 % en 2014. La masse salariale dans l'île est également bien orientée, avec une hausse de 3,8 % (contre +2,0 % en France entière).

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,00%	16/03/2016
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	16/03/2016
	-0,40%	16/03/2016

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2016 - JORF du 27/12/2015

Créances de personnes physiques		Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/16)				
		Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
(Hors besoins professionnels) :	4,54%	0,75%	0,75%	1,25%	1,50%	0,50%
Autres cas :	1,01%				* hors prime d'Etat	

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

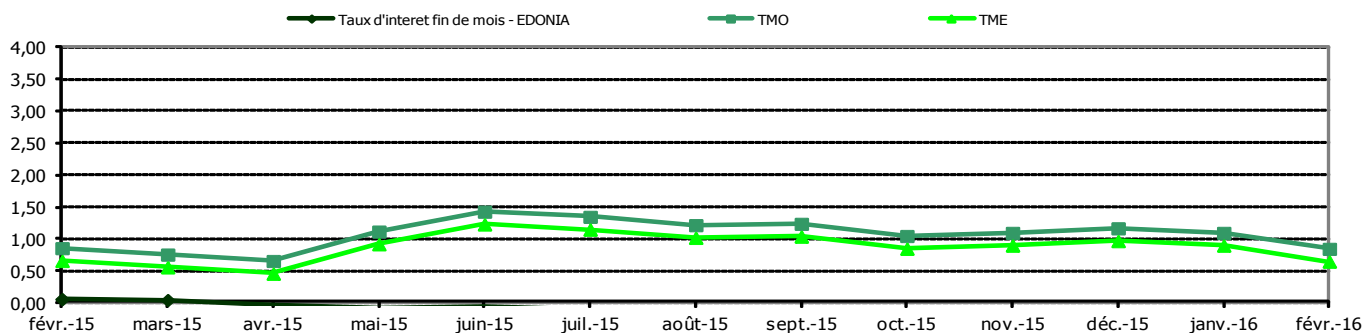
Taux d'intérêt fin de mois - EONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Novembre	Décembre	Janvier	Février	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,1270%	-0,1270%	-0,2280%	-0,2270%	-0,2650%	-0,2050%	-0,1340%	0,0240%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)							
Novembre	Décembre	Janvier	Février	Novembre	Décembre	Janvier	Février
0,90%	0,97%	0,90%	0,65%	1,10%	1,17%	1,10%	0,85%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} janvier 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,96%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,27%
Prêts à taux variable	3,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,83%
Prêts-relais	4,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,36%
Autres prêts		Découverts en compte	13,43%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,99%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,56%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	13,25%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,61%	Découverts en compte	13,43%

(f) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

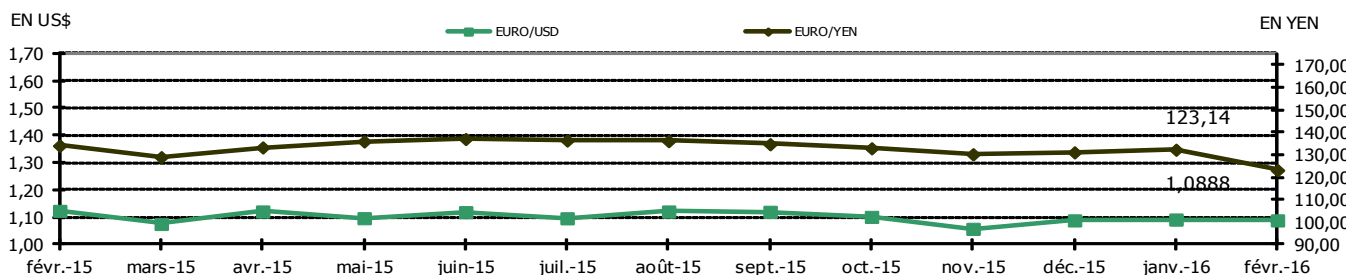
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,0888	EURO/ZAR (Afrique du sud)	17,4563	EURO/SRD (Surinam)	4,348
EURO/JPY (Japon)	123,1400	EURO/BWP (Botswana)	12,3626	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9494
EURO/CAD (Canada)	1,4767	EURO/SCR (Seychelles)	15,5963	EURO/DOP (Rép. Dom.)	49,7101
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7858	EURO/MUR (Maurice)	39,1412	EURO/BBD (La Barbade)	2,1745
EURO/SGD (Singapour)	1,5325	EURO/BRL (Brésil)	4,3394	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,1129
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,4651	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,8413	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3469,0068	EURO/XCD (Dominique)	2,9357	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : Hervé GONSARD - Responsable de la rédaction : Thierry BELTRAND

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint-Denis

Achevé d'imprimer: mars 2016 - Dépôt légal : mars 2016 - ISSN 1240-3857